

Fiche 9 [Copie extraite du rapport Duclert]

Armel Le Port

Etat-major des armées, Paris, 24 avril 1998

1. Entraînement et armement des milices hutues

La suite d'entretiens avec le Col (GND-R) GALINIE les 21 et 22 avril, il s'avère qu'il n'y a aucun élément de preuve connue d'une telle suggestion française au Pdt rwandais en 1991. D'ailleurs les milices politiques n'apparaîtront officiellement qu'en mars 1992 et ne seront clandestinement armées qu'au plus tard dans la perspective des accords d'Arusha (4 août 1993).

Il n'en reste pas moins vrai que les attaques sur Ruhengeri (octobre 90-janvier 91) ont vu les partisans actifs d'Habyarimana se transformer en gardes communaux, initialement armées de machettes (10 000 achetées) et placés aux ordres des bourgmestres inféodés au MRND.

Le conflit GALINIE-CANOVAS (fév-juin 91) est venu d'une différence d'appréciation des risques potentiels liés aux recrutements des FAR. En poste depuis 3 ans, l'Adn qui avait connu les massacres de 1988 au Burundi, estimait qu'il fallait recruter une armée nationale et non monoethnique et de la seule région d'origine du Président — le NO : Ruhengeri-Gisenyi — : pour ce faire une armée de 10 000 h en fin 1991 (au lieu de 4 000 h en oct 1990) paraissait être un objectif raisonnable (le FPR alignait environ 3 000 h initialement puis 4 000 h). Le Lcl Canovas, conseiller CEM FAR, a préféré laisser faire le commandement rwandais qui a porté les effectifs à 26 000 h du NO mal sélectionnés, mal entraînés, peu désireux de se battre — sauf à la machette contre des Tutsis sans défense.

2. Participation ou présence aux interrogatoires des prisonniers

Dans la « culture du massacre rwandais », on ne conserve pas de prisonniers : « nous n'arrivons pas à nourrir nos populations, nous n'allons pas nourrir ces gens-là »... Par ailleurs, les CR d'interrogatoire portaient en exergue : « avant de mourir, le prisonnier a déclaré... »

À titre d'exemple, pour permettre aux instructeurs (OPJ, DAMI) de travailler, l'AD avait négocié personnellement avec le président H la survie de 100 prisonniers: au bout de trois mois, il en a obtenu 10!

Dans ces conditions, une participation de cadres français aux interrogatoires paraît exclue, même si certains d'entre eux ont pu être présents ou témoins notamment aux camps de MUKAMIRA (DAMI) près de RUHENGERI.

3. Conduite des affaires rwandaises

Deux vulnérabilités risquent d'apparaître à la faveur des auditions :

L'hostilité VARRET-HUCHON

Les « réseaux parallèles » d'information et de décision.

3.1 À l'EMP le général Huchon « voulait la peau » de la « petite statue » qui était le seul obstacle à la politique de soutien de l'Élysée.

3.2 pour cela, il avait besoin de contourner l'obstacle par une intervention directe grâce notamment aux valises INMARSAT et à quelques complicités au sein des armées. Sa nomination à la tête de la MMC ne lui a que partiellement simplifié la tâche, car la création du COS a coupé son réseau en 1993.

Schéma des télécommunications

On notera que le CEMA, et avec lui l'EMA, a « navigué » entre ceux deux lignes entre 1991 et 1993. Ensuite Le navire a couru sur son erre...